

# Initiative actualité de protection



**OUI À LA PROTECTION  
contre la sexualisation  
à l'école maternelle  
et à l'école primaire**



**N'y aura-t-il  
bientôt plus de  
monde préservé?**



**Maurice Berger**

pédopsychiatre, ex-professeur  
associé de psychologie de  
l'enfant à l'Université Lyon 2

## Un programme nocif !

Lorsque le programme d'éducation à la sexualité portant sur «la sexualité synonyme de plaisir» a été mis en place en France, l'avis des associations officielles de pédopsychiatres et de psychologues n'a volontairement pas été sollicité. C'est pourquoi un collectif composé de ces professionnels s'est opposé à ce projet en lançant une pétition signée en premier par des cliniciens renommés et en créant un site, [proscontreeducsex](http://proscontreeducsex.com). Nous affirmons que le programme prôné par les standards européens est dangereux pour la santé affective des mineurs. Les adultes font intrusion dans le rythme de croissance affective de l'enfant en affirmant qu'il faut lui donner des explications avant qu'il soit en âge de poser des questions à ce propos. Ils prennent ainsi

une place d'initiateurs/séducteurs, car il est évident que l'enfant ou le préadolescent ne peut qu'avoir envie d'essayer de mettre en acte ce qu'on lui a décrit, alors que le rôle d'un adulte est d'aider un enfant à contrôler ses pulsions.

De plus, cette «éducation» ne respecte pas la limite entre ce qui est intime et public, beaucoup de jeunes disant être choqués par sa dimension collective. Elle prétend protéger l'enfant contre les effets des films pornographiques sur Internet, alors que les images contenues dans ces programmes sont largement au même niveau, sauf qu'un mineur sait qu'il lui est interdit de regarder ces films, et que les images lui sont proposées par des adultes.

Par l'introduction de la théorie de genre, elle introduit un flou dans la construction de l'identité sexuelle de l'enfant. La question de fond est: quelles sont les intentions réelles des adultes qui ont construit ces programmes?

Maurice Berger,  
pédopsychiatre, membre de plusieurs commissions  
ministérielles concernant la protection de l'enfance

# Un «droit» à la sexualité pour les e

**Les sujets de la sexualité et de la masturbation doivent être abordés pour les enfants de 0 à 4 ans. C'est ce qu'énonce le concept cadre de l'OMS consigné dans les «Standards pour l'éducation sexuelle en Europe», destiné à tous les établissements scolaires. Une enseignante suisse met en garde contre leur mise en œuvre. Elle parle clairement d'une «surcharge d'ordre criminel» pour les jeunes enfants.**

Le n° 21 d'«Initiative de protection – actualités» traite en détail du signal d'alarme tiré par divers (pédo)psychiatres, psychologues et thérapeutes de France. En Suisse, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) promeut le programme d'éducation sexuelle de l'OMS, préjudiciable aux enfants, par l'intermédiaire de la Fondation suisse pour la santé sexuelle qu'il soutient financièrement.

Que contiennent concrètement les standards de l'OMS en matière d'éducation sexuelle? Pour le groupe d'âge de 0 à 4 ans, les standards mentionnent le «plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce». Ces enfants doivent en outre pouvoir vivre «le plaisir lié au contact physique» et exprimer ses désirs «en jouant au docteur». Une grande importance est également accordée à la «découverte ... de ses parties génitales». Jusqu'à 4 ans, les jeunes enfants doivent «devenir conscient de son identité sexuelle», laquelle est explicitement énoncée dans la section «Sexualité et droits» comme étant «le droit» de l'enfant, tout comme leur droit à «explorer la nudité ... et d'être curieux».

Les enfants ont droit à l'enfance

**Standards OMS: de 0 à 4 ans:  
«le droit d'explorer les  
identités sexuelles»**

OMS: standards pour l'éducation sexuelle en Europe, pp. 38 ss.

Selon le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, ces recommandations, néfastes, devraient s'appliquer et être mises en œuvre dans toute l'Europe, que ce soit pour les «décideurs politiques, les établissements scolaires, les autorités sanitaires et les experts». De nombreux organismes, y compris cantonaux, s'appuient déjà sur cette «pédagogie» dans le cadre de leur programme d'éducation sexuelle.

Ces standards de l'OMS ont été publiés par le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe en collaboration avec le Centre fédéral pour l'éducation à la santé (BZgA) à Cologne. Sur sa page d'accueil, ce dernier affirme soutenir les «modes de vie favorables à la santé».

Point intéressant et marquant, il y a dix ans déjà, Elisabeth Pott, directrice du BZgA jusqu'en 2015, avait dû retirer une brochure abjecte intitulée «Le corps, l'amour et le jeu du docteur» et la faire mettre au pilon après le dépôt d'une plainte auprès du parquet de Cologne pour «appel public aux abus sexuels sur des enfants». Cette plainte avait été déposée par une mère courageuse pour protester contre des passages inqualifiables, dans lesquels, notamment, les parents étaient invités à toucher leurs petites filles, afin qu'elles évoluent en étant fières de leur sexualité.



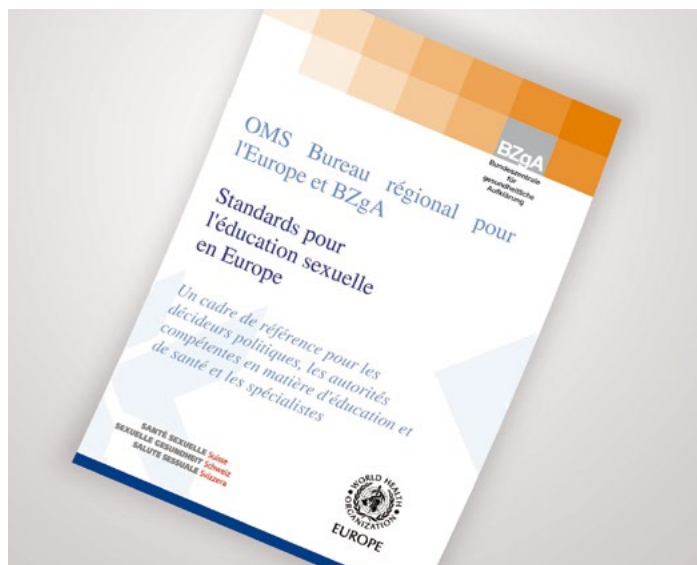


# Enfants de 0 à 4 ans?

Ces recommandations répugnantes, destinées à des fillettes de moins de trois ans, avaient à l'époque été élaborées par le BZgA, l'éditeur actuel des standards de l'OMS. La directrice du BZgA, Elisabeth Pott, avait alors déclaré que la brochure avait été mise au point avec «beaucoup de soin» et que jusqu'alors, «toutes les réactions avaient été positives».

## Une brochure retirée de la diffusion en Suisse

En Suisse, après de fortes pressions publiques, la «Protection de l'enfance Suisse» et la fondation «Santé bernoise» ont également été contraintes de retirer la publication du BzGA de leur site Internet. Néanmoins, la brochure est toujours présentée à l'heure actuelle au sein de l'association pour la prévention contre le SIDA et pour l'éducation sexuelle de Winterthur. Elle est disponible pour le téléchargement sur le site de l'«Institut d'éducation et de thérapie sexuelles» (ISP), à Uster, qui forme de nombreux pédagogues sexuels pour les écoles suisses.



Aujourd'hui, le même Bureau régional de l'OMS pour l'Europe et le BZgA veulent imposer à tous les enfants de Suisse les standards très controversés de l'OMS en matière d'éducation sexuelle.

«Initiative de protection - actualités» a demandé à Christine Roth-Schwendener, forte de nombreuses années d'expérience en tant qu'enseignante de premier et second cycles, les conséquences éventuelles de la mise en œuvre de ces standards de l'OMS.

## Christine Roth-Schwendener, Thayngen, enseignante:

« Je me fie à mes années d'expérience en tant qu'enseignante de premier et second cycles et je considère que le fait d'imposer des sujets sexuels selon les recommandations des standards de l'OMS est néfaste chez les enfants de maternelle ou de premier cycle, étant donné qu'ils sont plus déroutants que positifs. Je considère même que ces demandes excessives sont criminelles.

Les enfants peuvent se sentir confus et démunis face à ces questions inadaptées à leur âge: ils font confiance à l'enseignant pour comprendre ce qu'ils ont entendu, mais cela n'est pas possible.

La confiance pourrait se briser avec des parents aimants et sensés qui, et c'est bien naturel en tant que responsables du bien-être de leurs enfants, devraient apporter des mesures correctives. Il ne faut pas oublier que la formation pratique elle-même est à la limite de la pédophilie. En ce qui concerne la psychologie du développement, les enfants de la maternelle ne sont pas encore capables de se donner des limites de manière adéquate: ils ont besoin d'être protégés et encadrés par leurs parents. Ils ne seront pas en mesure de s'opposer à des ratés en termes d'objectifs d'apprentissage et en réaction, présenteront divers troubles car ils seraient complètement débordés par le sujet. Il est absolument choquant pour les responsables que les standards de l'OMS, à la page 38 ss., ignorent de manière si peu professionnelle les réels besoins des enfants en matière de développement.

**Standards OMS: de 0 à 4 ans:  
«le plaisir et la satisfaction  
liés au toucher de son propre  
corps, la masturbation  
enfantine précoce»**

<sup>1)</sup> standards pour l'éducation sexuelle en Europe, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe et BZgA, pp. 38 ss.

# Office fédéral de la «softpornographie»

**C'est le titre de l'article de presse de Brigitta Hauser-Schäublin, dans lequel elle décrit ce qu'elle a ressenti en cliquant sur la page «Lovelife» de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Selon elle, cette page vise à promouvoir le changement de partenaire et non à prévenir les maladies infectieuses.**

Brigitta Hauser-Schäublin, professeur émérite d'ethnologie à l'Université de Göttingen, attire l'attention sur le fait que l'accès à ce site web financé par l'Etat donne l'impression «d'atterrir accidentellement sur un site pornographique». Les vidéos et les photos de «mannequins nus» pourraient être tirées d'une «publicité pour un après-rasage ou une crème pour le corps». Elle leur reproche essentiellement «la façon dont ils sont présentés», laquelle aurait un «caractère normatif». Le terme «normatif» est défini comme suit dans le dictionnaire: principe directeur, révolutionnaire.

L'OFSP assurerait donc la promotion d'un «produit» spécifique avec ces campagnes Lovelife. Brigitta Hauser-Schäublin ajoute: «Si le changement de partenaire fait l'objet d'une publicité faisant apparaître ces mannequins sur de gigantesques affiches». Cette déclaration signifie que les fonds publics sont utilisés pour promouvoir des comportements de promiscuité chez les jeunes et les adultes, le tout sous couvert de «prévention».

Il serait «décevant et moins incitatif» de montrer le «véritable visage du changement de partenaire» au lieu de l'image véhiculée par l'OFSP et «ses modèles oniriques». Le professeur Hauser-Schäublin conclut son article dans le Basler Zeitung en déclarant inconcevable «la manière dont l'argent des contribuables est utilisé».



Prof. Dr. Brigitta Hauser-Schäublin

Le fait que ce même Office fédéral de la santé souhaite instituer et mettre en œuvre des normes néfastes en matière d'«éducation sexuelle» des enfants et des adolescents (normes OMS et «droits sexuels») est préoccupant.

Il est frappant de constater que ni l'OFSP ni les nombreux organismes cantonaux d'éducation sexuelle, comme «Lust und Frust» dans le canton de Zurich par exemple, ne mettent en garde contre les conséquences dévastatrices de l'utilisation de la pornographie chez les jeunes.

## Augmentation des maladies sexuellement transmissibles

Dans le 20minutes du 02.11.2017, l'urologue bâlois Gernot Bonkat déclarait dans l'article que «les films pornographiques incitaient les jeunes à pratiquer des jeux sexuels à risque» et que «les pratiques présentant des risques infectieux particulièrement élevés» étaient encore taboues récemment. L'accès facile à la pornographie sur Internet contribue ainsi au fait que «les jeunes soient déjà prêts à calquer leur comportement en conséquence», ce qui expliquerait l'augmentation des cas de maladies sexuellement transmissibles.

## Augmentation de la violence sexuelle

Tabea Freitag, psychothérapeute et auteure de livres spécialisés<sup>1</sup>, cite de nombreuses études (cf. [www.tabea-freitag.de](http://www.tabea-freitag.de)) qui montrent un lien évident entre la consommation fréquente de pornographie chez les adolescents de sexe masculin et la pratique de violences et d'abus sexuels.

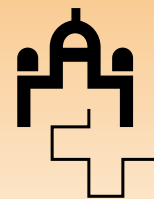
Selon elle, la consommation de pornographie chez les jeunes entraîne une normalisation de la promiscuité, comme le confirment de nombreuses études.

Le fait que des défenseurs de l'éducation sexuelle sous le feu des critiques promeuvent l'entremise d'une «compétence pornographique», acquise par le visionnage conscient de pornographie avec des éducateurs sexuels, est bien plus dramatique encore. Pour Tabea Freitag, cette approche est irresponsable; son effet est même contraire d'après les principes d'apprentissage en matière de psychologie.

Elle attire en outre l'attention sur le fait que la prévention est faite par des personnes qui, pendant des années, ont banalisé la pornographie et réduit la sexualité à l'aspect du plaisir.

<sup>1</sup>) Fit for Love? Praxisbuch zur Prävention von Internet-Pornografie-Konsum. Eine bindungsorientierte Sexualpädagogik, édition: Return, Fachstelle Mediensucht, [www.fitforlove.org](http://www.fitforlove.org) (Service spécialisé sur la dépendance aux médias: seulement en allemand).

# Rapport de Berne



Sebastian Frehner,  
conseiller national UDC,  
Bâle

## Une redevance pour financer des conseils de masturbation sur la télévision suisse!

451 francs et 10 centimes. C'est ce que chaque ménage suisse verse annuellement à Billag, l'organisme chargé de la perception de la redevance pour le compte de la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SSR). Ce sont près de 1200 millions de francs de redevance qui sont collectés année après année. Ce financement permet à la SSR et ses près de 6000 collaborateurs de mettre en œuvre ses programmes radio et télévisés sur l'ensemble du territoire

bon public telles que «Glanz und Gloria» ou l'achat de coûteuses séries américaines; mais parfois, les choix de ce même «service public» deviennent difficiles à justifier, à l'instar des chaînes Youtube «Youngbulanz – Dr. Bock». Vous n'en avez jamais entendu parler, vous avez raté tous les épisodes, chères lectrices et chers lecteurs? N'ayez crainte, vous n'avez rien perdu. En tant que politicien, parfois sollicité par les médias pour donner son avis, j'ai malheureusement eu l'occasion de visionner une de ces séries.

Deux modérateurs, qui essaient tant bien que mal d'être cools, nous expliquent les techniques de la masturbation masculine. «Essaie de simuler un vagin avec ta main», suggère le présentateur Kevin à ses spectatrices et spectateurs, dont une majorité d'adolescents. Sa collègue Sarah en profite pour nous présenter des informations douteuses: «Si un homme éjaculait tous les deux jours, depuis sa jeunesse jusqu'à sa retraite, il produirait 50 litres de sperme.»



suisse, de Aarau à Zuoz, dans la langue régionale appropriée. La SSR contribue ainsi largement à l'information des citoyens, avec des programmes réputés tels que le «Tageschau» ou «Echo der Zeit», et leurs pendant dans les autres parties du pays. Ce fameux «service public» est incontesté et n'est pas sujet à débat selon moi.

Désormais, la télévision nationale ne se limite pas au simple concept de «service public» tel que nous le concevons: admettons que cela inclue aussi la production d'émissions

J'ai réellement un mauvais pressentiment en imaginant que ce serait à la télévision d'Etat d'assumer un rôle d'éducation sexuelle auprès de nos jeunes. Car de tels conseils d'éducation sexuelle n'entrent sûrement pas dans le cadre de la mission que la SRF s'est vu confier. En fin de compte, la SSR se coupe elle-même l'herbe sous le pied en proposant de tels formats et en gaspillant les redevances qu'elle doit collecter en amont: je garde en tête la démarche de la No-Billag-Initiative, qui lutte pour la suppression des frais Billag et prend de plus en plus d'ampleur.

Si, à l'avenir vous ne voulez plus financer de tels programmes, vous aurez l'opportunité d'exprimer votre mécontentement le 4 mars 2018.

Je vous souhaite un joyeux Noël auprès de vos proches ainsi qu'une bonne année.

Dr. Sebastian Frehner, conseiller national



## Courrier à l'attention des psychiatres

Par le biais d'une lettre d'information détaillée, l'Association Initiative de protection a informé plus de 1000 psychiatres suisses sur les normes scandaleuses de l'OMS. Cette lettre thématise l'avertissement du professeur Maurice Berger, pédopsychiatre basé à Lyon, qui rappelle, dans la dernière édition également, les conséquences néfastes de l'«éducation sexuelle de l'OMS» sur les enfants.

Réjouissant: de plus en plus de mères et de pères contactent l'Association Initiative de protection pour des conseils lorsque des éducateurs sexuels s'annoncent dans leurs écoles. On dit à chaque fois aux parents qu'il s'agirait de

«cours préventifs» pour les jeunes enfants. Et pourtant aucune éducation sexuelle n'est nécessaire avant la puberté. Et pour la prévention contre les abus, pas besoin d'éducateurs sexuels! Les enseignantes et enseignants ou encore la police en sont bien mieux capables!

En cette fin d'année, l'Association Initiative de protection remercie toutes les lectrices et tous les lecteurs pour l'attention et l'aide qu'il lui ont apportées. Ensemble, avec beaucoup de soutiens et d'amis, nous réussirons à repousser la surpuissante vague idéologique de la sexualisation.



### Appel aux dons:

**Soutenez l'Association Initiative de protection!**

**Compte postal: CP 70-80 80 80-1** (bulletin de versement rouge)

**CP 01-88888-0** (bulletin de versement orange)

Téléphone pour conseil: 061 702 01 00

[www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch)

Impressum:

**Initiative de protection - actualité** paraît chaque trimestre / **Abo:** CHF 10.-, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction:** Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, Fax 061 702 01 04, [info@initiative-de-protection.ch](mailto:info@initiative-de-protection.ch), [www.initiative-de-protection.ch](http://www.initiative-de-protection.ch), **Compte postal:** 70-80 80 80-1 © Association Initiative de protection / **Images:** iStockphoto/Keystone/Shutterstock p. 1/2/6; le reste: m.à.d. / **Maquette:** WJP Werbeagentur AG, 4053 Basel / **Impression:** Spühler Druck AG, Rüti.



**OUI À LA PROTECTION**  
**contre la sexualisation**  
**à l'école maternelle**  
**et à l'école primaire**